

# **BUDGET ECONOMIQUE EXPLORATOIRE 2020**

**La situation économique en 2019  
et ses perspectives en 2020**

## AVANT-PROPOS

Le Haut-Commissariat au Plan élabore le Budget Economique Exploratoire 2020 qui présente une révision de la prévision de la croissance économique nationale en 2019, ainsi que les perspectives pour l'année 2020. Ce budget est de nature à permettre au gouvernement et aux acteurs socio-économiques de prendre conscience de l'évolution économique prévisible en 2020. Il constituera, également, un cadre de référence pour la fixation d'objectifs économiques alternatifs dans le cadre de la Loi de Finances 2020.

L'élaboration du présent budget tient compte des perspectives économiques mondiales, établies par les différents organismes internationaux, notamment le FMI, l'OCDE, la Commission Européenne et la Banque Mondiale. Ce budget tient compte également des données de la comptabilité nationale, des résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut-Commissariat au Plan. Il se base aussi sur les données monétaires, issues de Bank Al Maghrib, les données financières fournies par le Ministère de l'Economie et des Finances et aussi sur les statistiques des échanges extérieurs fournies par l'Office des Changes.

Les prévisions pour l'année 2020 sont basées sur la réalisation d'une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2019/2020 et la reconduction, durant l'année 2020, de la politique budgétaire de l'Etat mise en vigueur en 2019.

Les perspectives présentées ci-après seront modifiées lors de l'élaboration du budget économique prévisionnel 2020, qui sera publié au mois de Janvier prochain pour tenir compte des actions de politiques économiques retenues dans la Loi de Finances 2020, ainsi que des évolutions éventuelles que connaîtrait l'environnement économique national et international.

## PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

|  | 2018 |   | 2019 |   | 2020 |
|--|------|---|------|---|------|
| <b>EVOLUTION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE</b> |      |   |      |   |      |
| ❖ <b>Produit Intérieur Brut</b>              | 3,0  | ➔ | 2,7  | ➔ | 3,4  |
| ❖ <b>Valeur ajoutée non agricole</b>         | 2,8  | ➔ | 3,2  | ➔ | 3,1  |
| ❖ <b>Valeur ajoutée primaire</b>             | 2,7  | ➔ | -2,1 | ➔ | 4,6  |
| ❖ <b>Inflation</b>                           | 1,1  | ➔ | 0,8  | ➔ | 1,0  |
| <b>PRINCIPAUX RATIOS (En % du PIB)</b>       |      |   |      |   |      |
| ❖ <b>Déficit commercial</b>                  | 18,6 | ➔ | 18,7 | ➔ | 18,5 |
| ❖ <b>Besoin de financement</b>               | 5,9  | ➔ | 5,3  | ➔ | 4,9  |
| ❖ <b>Déficit budgétaire</b>                  | 3,7  | ➔ | 3,6  | ➔ | 3,5  |
| ❖ <b>Taux d'endettement global</b>           | 81,0 | ➔ | 81,3 | ➔ | 80,7 |

➔ *Ralentissement*

➔ *Allègement*

➔ *Accroissement*

➔ *Creusement*

## Environnement international :

### *Dynamique modérée de la croissance mondiale en 2019 et 2020*

Les dernières perspectives économiques, établies par les organismes internationaux au mois de juin de l'année en cours, font ressortir un ralentissement de la **croissance de l'économie mondiale** en 2019, qui se limiterait à 3,3% au lieu de 3,7% en 2018. Ce niveau de croissance qui resterait inférieur à la moyenne annuelle de 3,9% sur la période 2007-2017, s'explique par l'accumulation de plusieurs sources d'incertitudes. L'intensification des tensions commerciales sino - américaine, les perturbations du secteur automobile en Allemagne, le report du Brexit, et les conflits géopolitiques sont autant de facteurs qui pourraient freiner les investissements dans les grandes économies exportatrices notamment la zone euro et la Chine et constitueraient des risques de détérioration pour l'activité.

En 2020, la croissance mondiale devrait connaître une légère reprise de 3,5%<sup>1</sup>, suite au renforcement progressif de la croissance des économies des pays émergents et en développement.

Dans les **pays avancés**, l'activité économique devrait se limiter à 1,7% en 2019 et à 1,5% en 2020 au lieu de 2,1% en 2018. Aux **Etats-Unis**, la croissance devrait se maintenir à près de 2,5% en 2019, portée par la bonne tenue du marché du travail et les conditions financières porteuses qui continueraient de soutenir la consommation privée et publique. Toutefois, l'évolution modérée de l'investissement privé et des exportations, devraient pénaliser la croissance de l'économie américaine en 2020, qui devrait ralentir à 1,7%.

Dans la **zone euro**, l'activité économique serait impactée par le tassement de la demande extérieure et le fléchissement de la croissance des échanges intra-zone ainsi que par la forte incertitude liée au Brexit. Dans ce contexte, et malgré la poursuite des mesures de soutien budgétaire, la croissance de la zone euro devrait rester modeste, s'établissant à 1,2% en 2019 et à 1,4% en 2020, après 1,8% en 2018. Au **Japon**, l'activité devrait subir les retombées négatives du fléchissement de la demande mondiale, et plus particulièrement celle de la Chine. Sa croissance resterait limitée aux alentours de 0,8% en 2019 et 2020.

Au niveau des **pays émergents et en développement**, la croissance devrait marquer le pas en 2019 à 4% avant de revenir à 4,6% en 2020, résultant du relâchement des perturbations commerciales et de la sortie de plusieurs économies de leurs difficultés financières. En **Chine**, la croissance de l'économie devrait se modérer peu à peu, pour s'établir à 6,2% en 2019 et 6,1% en 2020 au lieu de 6,6% en 2018, reflétant le ralentissement des activités manufacturières et commerciales en liaison avec le recul de la demande intérieure et extérieure.

---

<sup>1</sup> Banque mondiale juin 2019

En **Inde**, la croissance resterait forte de l'ordre de 7,5% en 2019 et 2020, bénéficiant d'une politique budgétaire expansionniste et d'une confiance solide des entreprises. Concernant la **Russie**, les perspectives de croissance globales demeurent modestes à 1,2% en 2019 et à 1,8% en 2020, impactées par les pressions inflationnistes et le recul des cours du pétrole. Au **Brésil**, la croissance devrait se raffermir pour passer de 1,1% en 2018 à 1,5% en 2019, puis à 2,5% en 2020.

Dans le cadre de ces perspectives de croissance, et après avoir enregistré une croissance vigoureuse de 5,5% en 2017 et de 4,1% en 2018, le commerce mondial devrait subir un ralentissement considérable en 2019, principalement au niveau des biens d'équipements fortement échangés. Ainsi, l'évolution des échanges se limiterait à 2,6% en 2019, soit le rythme le plus faible depuis la crise financière mondiale, avant de revenir à 3,1% en 2020.

Sur le marché des matières premières, le ralentissement de l'activité mondiale est reflété sur les cours du pétrole qui devraient se stabiliser autour de 66\$/baril en 2019 et 2020, en baisse par rapport à 71\$/baril enregistré en 2018. Concernant les prix des autres produits de base, ils devraient globalement afficher des baisses successives de 2,1% et de 0,1% en 2019 et 2020 respectivement.

Sur le marché de change, l'écart des taux de croissance entre la zone euro et les États-Unis accompagné par une différence des politiques monétaires, favoriseraient une poursuite de l'appréciation du dollar. La parité euro dollar serait ainsi de 1,13 en 2019 au lieu de 1,18 en 2018.

Ces perspectives de l'économie mondiale peu porteuses devraient impacter les échanges commerciaux avec les principaux partenaires de l'économie nationale, notamment les pays de l'Union Européenne. A cet effet, la croissance de la **demande adressée au Maroc** devrait se limiter à 3,5% en moyenne en 2019 et 2020 au lieu de 3,3% en 2018 et 5,5% en 2017.

## Evolution de l'économie nationale en 2019

### *Ralentissement de l'activité économique nationale en 2019 imputable au fléchissement des activités primaires après deux bonnes années agricoles.*

Après deux bonnes années successives, la campagne agricole 2018-2019 s'annonce moyenne pour les céréales et plutôt bonne pour les autres cultures. Avec un cumul des précipitations de 290,5mm vers la fin du mois d'avril de l'année en cours, portant le niveau de remplissage des barrages à usage agricole à 60%, la production céréalière atteindrait 61 millions de quintaux, en régression d'environ 40% par rapport à 2018.

N'ayant pas profité pleinement aux céréales, les conditions climatiques favoriseraient toutefois, une bonne production des autres cultures, notamment l'arboriculture. Quant aux activités de l'élevage, elles devraient tirer profit de l'état favorable des parcours, combiné au bon stock de paille et d'orge résultant des bonnes campagnes précédentes.

S'agissant des activités de la pêche maritime, celles-ci devraient connaître une amélioration, comme en témoigne la performance de la commercialisation des produits de la pêche côtière et artisanale en volume et en valeur durant les premiers mois de l'année en cours.

Compte tenu de ces évolutions, le **secteur primaire** devrait dégager, une valeur ajoutée en repli de 2,1%, contribuant négativement à la croissance du Produit Intérieur Brut de -0,3 point en 2019 au lieu d'une contribution positive de 0,3 point une année auparavant.

Les **activités non agricoles**, devraient, de leur côté, s'accroître de 3,2%, en légère amélioration par rapport à 2,8% enregistrée en 2018. Ce résultat s'explique essentiellement par un accroissement des **activités secondaires** de 3,5% au lieu de 3% en 2018. Quant aux activités du **secteur tertiaire**, elles devraient progresser de 3% au lieu de 2,7% enregistré en 2018.

Au niveau du secteur secondaire, les industries de transformation poursuivraient leur reprise, affichant un taux de croissance de près de 3% en 2019. Cette évolution serait tirée notamment par les bonnes performances de l'industrie chimique et para chimique qui devrait progresser de 5,7%, portée par la bonne tenue du secteur extractif. Les activités des industries mécaniques métallurgiques et électriques et suite à la baisse que connaîtrait en 2019, le secteur de l'automobile au niveau mondial, devraient connaître un ralentissement à 3% en 2019 au lieu de 6,7% en 2018. Quant aux industries du textile et du cuir, le secteur devrait enregistrer une évolution de 3,8%, peinant toujours à dépasser ses principaux obstacles de concurrence, de contrebande et de difficultés de financement. De même, l'industrie agroalimentaire devrait afficher un rythme de croissance modéré de 2,8% en 2019, contre une évolution de 5,2% en moyenne entre 2010 et 2014.

Le secteur du bâtiment et travaux publics devrait connaître une légère amélioration avec une croissance de près de 1% au lieu de 0,1% en 2018, bénéficiant notamment de la poursuite des projets d'infrastructure. Cependant, la branche du bâtiment continuerait d'éprouver des difficultés à s'extraire du régime de faible performance qui a marqué la production du logement depuis 2012. Les impulsions apportées par la baisse des taux d'intérêt et les différents programmes d'habitat lancés par les pouvoirs publics seraient restées insuffisantes pour permettre l'enclenchement d'une véritable phase de reprise du secteur.

Concernant le secteur minier, sa valeur ajoutée poursuivrait sa consolidation et afficherait un taux de croissance de 3,9% en 2019 après 4,7% en 2018 et un net rebondissement de 16,5% en 2017. Le redressement de la production de phosphate brut serait porté par la consolidation de la demande des industries locales des engrais chimiques et de l'acide phosphorique, en réponse à une demande extérieure vigoureuse.

Au niveau des activités tertiaires, les services marchands, dépendants davantage de la demande intérieure, peineraient toujours à retrouver leur dynamique de croissance d'avant 2012. Ils devraient progresser de 3% en 2019 en amélioration par rapport à 2,4% enregistré en moyenne entre 2013 et 2018, restant toutefois en deçà de 4,6% comme moyenne annuelle entre 2000 et 2012. Cette amélioration des services marchands en 2019, serait portée notamment par le raffermissement des activités commerciales, des services rendus aux entreprises et des services de l'hébergement. Les services financiers, la communication et les services de l'éducation et de la santé resteraient les composantes les moins dynamiques en 2019.

Les services fournis par les administrations publiques dégageraient quant à eux, une valeur ajoutée en hausse de 3,4% après 2,5% en 2018, en liaison avec la valorisation des salaires en 2019 dans le cadre du dialogue social.

Dans ces conditions, et compte tenu de l'évolution de 4,7% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, **la croissance économique nationale serait de 2,7% en 2019 au lieu de 3% enregistrée en 2018**. L'inflation, exprimée par le niveau général des prix, baisserait à 0,8% en 2019 au lieu de 1,1% en 2018.

***La croissance économique nationale en 2019 continuerait d'être tirée par la demande intérieure, alors que la demande extérieure présenterait une contribution négative pour la deuxième année consécutive.***

Le dynamisme de **la demande intérieure** proviendrait essentiellement de la consommation des ménages qui reste le moteur de la croissance économique nationale en 2019. Confortée par la maîtrise des prix et par l'amélioration des salaires, la consommation des ménages devrait progresser de 3,5%, au lieu de 3,3% l'année précédente, maintenant sa contribution à la croissance du PIB à 2 points.

De son côté, la consommation publique devrait s'accroître de 2,9% après avoir enregistré une croissance de 2,5% en 2018, en raison de la hausse des dépenses de fonctionnement non salariées prévue en 2019. Sa contribution à la croissance serait ainsi de 0,6 point au lieu de 0,5 point en 2018. Globalement, la consommation finale nationale se serait accrue de 3,3% au lieu de 3,1% en 2018, contribuant ainsi de 2,6 points à la croissance du PIB au lieu de 2,4 points en 2018.

Par ailleurs, le volume de l'investissement brut connaîtrait un repli de son rythme d'accroissement, enregistrant une évolution de 1,7% au lieu de 5,9% en 2018, limitant sa contribution à la croissance à 0,6 point au lieu de 1,9 point en 2018. En effet la formation brute du capital fixe, favorisée par la hausse de l'investissement de l'administration publique et par l'installation de nouvelles usines industrielles, devrait s'accroître de près de 2,2% au lieu de 1,2% en 2018. Sa contribution passerait ainsi, à près de 0,6 point en 2019 au lieu de 0,3 point en 2018. La variation des stocks, quant à elle, serait en ralentissement significatif suite notamment à la baisse de la production agricole et au déstockage des semi produits. Sa contribution à la croissance économique serait nulle au lieu d'une contribution positive de 1,6 point en 2018.

Au total et compte tenu de ces évolutions, le volume de la demande intérieure connaîtrait une croissance en décélération à 2,8% en 2019 au lieu de 3,9% en 2018. Sa contribution à la croissance du PIB passerait à 3,2 points en 2019 au lieu de 4,3 points en 2018.

S'agissant de la **demande extérieure**, les exportations de biens et services qui profiteraient de l'amélioration de la demande adressée au Maroc en 2019, devraient enregistrer une croissance de 7,2% au lieu de 5,8% en 2018. De leur côté, les importations de biens et services afficheraient en volume un ralentissement de leur rythme de croissance pour atteindre 6,5% au lieu de 7,5% en 2018. En conséquence, la demande extérieure devrait enregistrer à nouveau une contribution négative à la croissance du PIB en 2019, en s'établissant à -0,4 point contre -1,3 point en 2018, après une contribution positive de 0,3 point en 2017.

### *Recours à la privatisation pour réduire le déficit budgétaire alourdi notamment par la hausse des dépenses de fonctionnement.*

**Les finances publiques** devraient connaître, en 2019, un renforcement des recettes ordinaires, suite notamment à l'amélioration prévue du recouvrement des recettes fiscales et à la mobilisation des recettes exceptionnelles à travers l'ouverture du capital de certaines entreprises publiques. En revanche, l'expansion des dépenses de fonctionnement suite, notamment à la nouvelle augmentation des salaires approuvée dans le cadre du dialogue social, au milieu de l'année 2019, devrait alourdir davantage les dépenses publiques.

Les recettes fiscales, qui constituent plus de 86,4% des recettes ordinaires, seraient portées à la fois par les impôts directs et indirects, bénéficiant des mesures annoncées dans la loi des finances 2019, notamment celles prises au niveau de la taxe intérieure sur la consommation et au niveau des impôts sur les sociétés. Ainsi, les recettes fiscales, devraient se maintenir à près de 18,9% du PIB en 2019 au lieu d'une moyenne de 19,3% du PIB entre 2010-2017.

Les recettes non fiscales, qui représenteraient 12,5% des recettes ordinaires en 2019, devraient bénéficier de l'opération de la privatisation, générant près de 10 MMDH en 2019 contre 2,5 MMDH en 2016. A cet effet, ces recettes devraient atteindre 2,7% du PIB en 2019, portant les recettes ordinaires à 21,9% du PIB au lieu de 21,1% en 2018.

Concernant les dépenses ordinaires, elles seraient marquées en 2019 par une nouvelle hausse de la masse salariale de près de 4,5% au lieu de 1% en 2018. Ces charges salariales devraient représenter ainsi 9,7% du PIB et plus que la moitié des recettes fiscales. A cela s'ajoute l'effet des dépenses des autres biens et services, en forte augmentation pour représenter 6,3% du PIB en 2019, ainsi que les dépenses de compensation qui resteraient rigides à la baisse. Dans ces conditions, et avec un service de la dette publique qui serait de 2,4% du PIB, les dépenses ordinaires devraient s'inscrire dans une tendance haussière pour passer à près de 19,9% du PIB au lieu de 19,3% en 2018.

Tenant compte des dépenses d'investissement qui atteindraient près de 6% du PIB, les dépenses budgétaires globales de l'Etat représenteraient près de 25,9% du PIB en augmentation par rapport à 25,2% du PIB une année auparavant. En conséquence, le **déficit budgétaire** devrait s'accroître pour atteindre 4,5% du PIB en 2019 au lieu de 3,7% enregistré en 2018. En tenant compte des recettes de la privatisation, ce déficit devrait s'alléger à 3,6% du PIB.

La situation déficitaire des finances publiques se traduirait par le recours de l'Etat au marché des adjudications et aux emprunts extérieurs. Dans ce cadre, la dette du intérieure du Trésor devrait connaître une hausse de 4% par rapport à son niveau enregistré en 2018 pour atteindre 51,6% du PIB en 2019. La dette extérieure du Trésor, de son côté, devrait s'accroître de 7,4% au lieu d'une baisse de 3,4% en 2018. Elle devrait ainsi représenter 21% de l'encours global de la dette du Trésor au lieu de 20,5% en 2018 et 13,7% du PIB au lieu de 13,3%. Au total, le taux d'endettement global du Trésor devrait augmenter à 65,3% du PIB au lieu de 64,9% en 2018.

Compte tenu de la dette extérieure garantie par l'Etat qui devrait se maintenir à 16% par rapport au PIB en 2019, le taux de la dette publique globale s'accroîtrait pour atteindre près de 81,3% du PIB en 2019, au lieu 73,4% durant la période 2010-2017 et 60,2% durant 2005-2009.

### ***Rigidité à la baisse du déficit commercial dans un contexte marqué par le ralentissement des échanges extérieurs et par la baisse des cours des matières premières.***

En terme nominal, et en tenant compte de la quasi-stagnation des cours des produits énergétiques, et des autres matières premières au niveau international, les importations de biens et de services, devraient ralentir à 4% en 2019 au lieu de 9,6% une année auparavant. Les exportations de biens et de services, quant à elles, devraient connaître un ralentissement de leur rythme de croissance, affichant une évolution de 5,6% en 2019 comparativement à 8,3% en 2018.

A cet effet, la balance des échanges extérieurs des biens et des services dégagerait un déficit commercial rigide à la baisse par rapport au PIB passant de 18,6% du PIB en 2018 à 18,7% l'année en cours. Tandis que le déficit en ressources serait en allègement passant de 11,8% du PIB en 2018 à 11,4%. Compte tenu d'une amélioration attendue des revenus extérieurs nets, sur la base d'une progression de 2% des transferts des MRE en 2019, la balance des paiements devrait dégager un déficit du compte courant de 5,3% du PIB, en atténuation par rapport à 5,9% du PIB enregistré en 2018.

Ce **besoin de financement** est aussi synonyme du gap entre l'investissement et l'épargne nationale. L'année 2019 connaîtrait un accroissement du produit intérieur brut aux prix courants de 3,5% au lieu de 4,1% en 2018 et par une hausse de la consommation finale nationale de 4%. De ce fait, le taux d'épargne intérieure serait en baisse, en passant de 23% en 2018 à 22,6% du PIB. Compte tenu du niveau des revenus nets en provenance du reste du monde, qui devraient représenter 4,7% du PIB, l'épargne nationale connaîtrait, ainsi une légère baisse, passant de 27,6% du PIB en 2018 à près de 27,3% en 2019. Cependant, cette épargne resterait inférieure à l'investissement brut qui serait en recul, passant de 33,5% du PIB en 2018 à 32,6% en 2019. Ainsi, le gap de financement entre l'investissement et l'épargne nationale serait de 5,3% en 2019.

### ***Accentuation du besoin de liquidité de l'économie nationale***

L'économie nationale continuerait d'être marquée par un important besoin en liquidité<sup>2</sup> atteignant près de 70 MMDH entre 2018 et 2019 au lieu de 41 MMDH en 2017, en liaison avec l'insuffisance des moyens de financement extérieur notamment celle des flux des investissements directs étrangers et des recettes des MRE. Dans ces conditions les réserves en devises devraient se limiter à près de 237 milliards de DH pour couvrir 5,6 mois d'importations au lieu de 5,8 mois en 2018.

---

<sup>2</sup> Rapport sur la politique monétaire-Bank Al-Maghrib juin 2019

De même, le maintien de la stabilité du taux directeur à 2,25% ne devrait pas profiter à la promotion des crédits bancaires qui resteraient peu dynamique en 2019 avec un taux de croissance de 3,8% au lieu de 3,4% en 2018 et 10,6% en moyenne durant la période 2007-2017. Cependant, les créances nettes sur l'administration centrale, avec une hausse de 10,7% par rapport à 2018, devraient continuer de soutenir la création monétaire en 2019.

Dans ce contexte, et en prenant en compte les perspectives de croissance économique en 2019 et le niveau général des prix, la masse monétaire continuerait d'enregistrer un taux d'accroissement modéré, de l'ordre de 4,3% en 2019 au lieu de 4,1% en 2018.

## Perspectives de l'économie nationale en 2020

Les perspectives économiques pour l'année 2020 reposent sur un scénario moyen de la production des cultures céréalières, conforté par la consolidation des autres cultures et de l'activité de l'élevage durant la campagne 2019/2020. Elles supposent également la reconduction de la politique budgétaire mise en vigueur en 2019 et prenant en compte la mise en œuvre de la deuxième tranche de la valorisation des salaires.

Ces perspectives tiennent compte aussi de l'évolution de l'environnement international marqué par le maintien en 2020, des prix du pétrole à leur niveau de l'année en cours et par une légère amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc. Par ailleurs, le rythme d'accroissement des recettes de voyages et celui des transferts des marocains résidents à l'étranger devraient se raffermir en 2020.

### *Légère reprise prévue des activités primaires*

Sur la base de toutes ces hypothèses, le **secteur primaire** devrait connaître une légère hausse de sa valeur ajoutée de l'ordre de 4,6% au lieu d'une baisse de 2,1% qui serait enregistrée en 2019. Le secteur non agricole, composé des activités secondaires et des services, dégagerait de son côté une croissance de 3,1%, soit presque le même rythme qu'en 2019.

Concernant le **secteur secondaire**, il devrait enregistrer globalement une croissance de 3,1%. Ce résultat serait soutenu, particulièrement, par la poursuite du dynamisme de l'activité minière et par la performance de certaines branches des industries manufacturières particulièrement les industries chimiques et para chimiques et les industries mécaniques électriques et métallurgiques. Quant au **secteur tertiaire**, il devrait réaliser une croissance d'environ 3%, soit le même rythme prévu en 2019. Cette augmentation serait attribuable à l'amélioration des services marchands de 3,1% et des services des administrations publiques de 3%.

Dans ces conditions, et compte tenu d'une évolution de 4,5% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, le **Produit Intérieur Brut devrait enregistrer une croissance de 3,4% en 2020 au lieu de 2,7% prévue pour 2019.**

En terme nominal, le Produit Intérieur Brut enregistrerait une progression de 4,5% au lieu de 3,5% en 2019. Cette évolution fait ressortir une légère hausse de l'inflation mesurée par l'indice implicite du PIB dont le taux passerait de 0,8% en 2019 à 1% en 2020.

Dans ces conditions, et en tenant compte de l'évolution de la population active et de la quasi-stagnation des créations nettes d'emploi, le taux de chômage devrait augmenter à 10% en 2019 après avoir été de 9,8% en 2018 avant de baisser à 9,9% en 2020.

### *La demande extérieure continuerait en 2020 de contribuer négativement à la croissance*

La **demande intérieure** devrait enregistrer une croissance de 3,2% en 2020 au lieu de 2,8% en 2019, émanant d'une évolution tendancielle de la consommation nationale finale et de l'accroissement de l'investissement brut. Ainsi, la consommation des ménages, profitant des effets positifs escomptés de la campagne agricole 2019-2020 et de l'amélioration des revenus dans le cadre des résultats du dialogue social, devrait s'accroître de 3,6% en volume en 2020 au lieu de 3,5% en 2019.

De son côté, la consommation des administrations publiques devrait s'accroître de 2,5% au lieu de 2,9% en 2019, suite à la décélération du rythme d'accroissement des dépenses budgétaires de fonctionnement non-salariées. En somme, la consommation finale nationale devrait maintenir son rythme de croissance à 3,3% en 2020, dégageant ainsi une contribution de 2,6 points à la croissance économique.

La formation brute de capital fixe, qui reste soutenue par la poursuite des grands projets d'infrastructure, continuerait de bénéficier, également du démarrage de production dans un nombre d'entreprises installées dans le secteur des métiers mondiaux. Son volume devrait ainsi, augmenter de 1,8% en 2020 au lieu de 2,2% en 2019. Sa contribution à la croissance économique devrait passer de 0,6 point en 2019 à 0,5 point en 2020. En intégrant la variation des stocks, le volume de l'investissement brut devrait connaître une hausse de 3% en contribuant ainsi d'un point à la croissance au lieu de 0,6 point en 2019.

Dans ces conditions, la demande intérieure devrait raffermir son rythme de croissance à 3,2%, enregistrant ainsi une contribution de 3,5 points à la croissance économique en 2020, au lieu d'une croissance de 2,8% et une contribution de l'ordre de 3,1 points estimés pour 2019.

Concernant la **demande extérieure**, le volume des exportations devrait s'accroître de 8,1% au lieu de 7,2% en 2019, bénéficiant de la performance des secteurs exportateurs classiques et celle de la branche automobile. Les importations quant à elles, devraient progresser de 6,7% au lieu de 6,5% en 2019. Ces évolutions dégageraient, en conséquence une contribution négative de la demande extérieure à la croissance pour la troisième année consécutive de l'ordre de -0,1 point.

## *Léger recul du ratio de l'endettement public par rapport au PIB*

L'évolution prévue des finances publiques suppose le raffermissement des recettes fiscales suite aux recommandations issues des assises fiscales et la hausse des dépenses de fonctionnement en liaison avec la mise en œuvre de la deuxième tranche des valorisations de la masse salariale.

Dans ce cadre, les recettes ordinaires devraient se maintenir à près de 21,3% du PIB en 2020, alors que les dépenses ordinaires resteraient rigides à la baisse pour atteindre 19,5% du PIB. Tenant compte des dépenses d'investissement, le déficit budgétaire devrait s'alléger passant de 3,6% en 2019 à 3,5% du PIB en 2020.

Face à cette situation déficitaire, le taux d'endettement du Trésor devrait s'alléger pour atteindre près de 64,8% du PIB au lieu de 65,3% en 2019. Par conséquent la dette publique globale connaîtrait une légère baisse pour atteindre 80,7% du PIB au lieu de 81,3% du PIB estimé pour 2019.

En ce qui concerne les finances extérieures, les exportations aux prix courants connaîtraient une hausse de 7,5% en 2020, alors que les importations devraient enregistrer un rythme d'accroissement en amélioration de 6,2%. De ce fait, le déficit en ressources serait en légère baisse, passant de 11,4% du PIB en 2019 à 11,1% en 2020.

Concernant les revenus nets en provenance du reste du monde, ils devraient enregistrer une hausse de 5,2%, représentant ainsi 4,7% du PIB suite principalement à l'évolution attendue des recettes des MRE de 3,5%. A cet effet, le compte courant dégagerait un déficit se situant à 4,9% du PIB au lieu de 5,3% du PIB en 2019. Un besoin qui reflète aussi l'écart entre l'investissement brut, qui devrait baisser à 32,4% du PIB et l'épargne nationale, qui devrait s'améliorer à 27,5% du PIB en 2020.

En prenant en considération, les perspectives de croissance économique en 2020 et de la hausse modérée des prix, les crédits bancaires devraient augmenter de 4,6% en 2020 au lieu de 3,8% en 2019. Avec l'hypothèse que les réserves internationales nettes assureraient le recouvrement d'environ 5,3 mois d'importations de biens et services, la masse monétaire devrait s'accroître de près de 4,6% au lieu de 4,3% en 2019.

## CONCLUSION

Les perspectives d'évolution de l'économie nationale confirment davantage la tendance baissière et moins volatile du rythme de la croissance. Cette dernière reste impactée par la dépendance de la valeur ajoutée agricole aux aléas climatiques, bien qu'elle soit confortée par le développement des cultures hors céréalières. En outre, la dynamique des activités non agricoles n'arrive toujours pas à hisser la croissance économique nationale au niveau souhaité.

Le secteur industriel, qui semble être la clé de la relance économique, peine toujours à accentuer sa part dans le PIB, et à enregistrer des valeurs ajoutées stables et incompressibles qui lui permettront de porter la croissance.

L'installation de nouveaux opérateurs dans les activités des métiers mondiaux, notamment l'automobile, devrait contribuer à la consolidation de la place du Maroc dans la chaîne de production mondiale, au renforcement de sa capacité productive et à la diversification de son offre exportable. La tendance haussière du degré d'intégration de ces industries permettrait un dynamisme du tissu productif national et un renforcement de l'attractivité du pays comme étant une plateforme de l'industrie automobile. Ceci nous interpelle sur les capacités de notre industrie locale à suivre la tendance mondiale de l'industrie automobile et son insertion dans la chaîne de production des voitures de nouvelle génération.

En outre, cet intérêt porté à ces métiers mondiaux ne devrait pas être au détriment des autres secteurs industriels classiques, notamment l'agroalimentaire et le textile, qui ont longtemps participé à la promotion de l'emploi et des exportations. En effet, il est intéressant de souligner le déphasage croissant entre les performances de certaines branches productives agricoles, notamment les agrumes, et les capacités de transformation industrielle, à la lumière de la faiblesse de la part exportée et de sa concentration sur un nombre réduit de clients.

De même, l'industrie du textile et du cuir est submergée par une panoplie de contraintes qui limitent sa reprise. Cette branche souffre de l'inconsistance de sa compétitivité en termes de prix, qualité et innovation ainsi que de sa dépendance des intrants importés, qui approuve sa fragilité face à l'offre extérieure.

Le gap structurel entre le niveau des exportations et celui des importations fragilise la contribution de la demande extérieure nette à la croissance économique, et ce malgré les efforts déployés en terme de promotion des exportations et de diversification de l'offre exportable. Les accords de libre-échange bilatéraux demeurent incapables de réaliser les objectifs escomptés. Cette situation renvoie sur le caractère déficitaire des accords commerciaux, dont l'effet reste important sur la balance extérieure et sur les recettes douanières. De ce fait, force est de constater qu'un effort supplémentaire en terme d'amélioration de la compétitivité des produits locaux et de leurs commercialisation est aujourd'hui d'une importance capitale.

## ANNEXE

|  | 2017       | 2018       | 2019*      | 2020**     |
|--|------------|------------|------------|------------|
| <b>VALEURS AJOUTEES ET PIB EN VOLUME (VARIATION EN %)</b>              |            |            |            |            |
| Valeur ajoutée totale  | 4,4        | 2,8        | 2,4        | 3,3        |
| Valeur ajoutée primaire  | 13,1       | 2,7        | -2,1       | 4,6        |
| Valeur ajoutée non agricole  | 3,0        | 2,8        | 3,2        | 3,1        |
| Valeur ajoutée secondaire  | 3,5        | 3,0        | 3,5        | 3,1        |
| Valeur ajoutée tertiaire   | 2,7        | 2,7        | 3,0        | 3,0        |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)                 | 3,1        | 4,6        | 4,7        | 4,5        |
| PIB non agricole (VA +ITS)   | 3,0        | 3,0        | 3,4        | 3,3        |
| <b>PIB en volume</b>   | <b>4,2</b> | <b>3,0</b> | <b>2,7</b> | <b>3,4</b> |
| <b>Variation du prix implicite du PIB</b>                              | <b>0,7</b> | <b>1,1</b> | <b>0,8</b> | <b>1,0</b> |
| <b>EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS EN VOLUME (VARIATION EN %)</b>         |            |            |            |            |
| Consommation finale  | 3,3        | 3,1        | 3,3        | 3,3        |
| Ménages résidents  | 3,8        | 3,3        | 3,5        | 3,6        |
| Administrations publiques  | 1,5        | 2,5        | 2,9        | 2,5        |
| FBCF   | -0,2       | 1,2        | 2,2        | 1,8        |
| Exportations de biens et services                                      | 11,1       | 5,8        | 7,2        | 8,1        |
| Importations de biens et services                                      | 7,9        | 7,5        | 6,5        | 6,7        |
| <b>RATIOS DE PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES (EN % DU PIB)</b> |            |            |            |            |
| Epargne intérieure   | 23,1       | 23         | 22,6       | 22,8       |
| Epargne nationale  | 29,1       | 27,6       | 27,3       | 27,5       |
| Investissement brut  | 32,6       | 33,5       | 32,6       | 32,4       |
| Solde de financement   | -3,5       | -5,9       | -5,3       | -4,9       |
| Déficit budgétaire   | -3,6       | -3,7       | -3,6       | -3,5       |
| Dettes publiques globales  | 82,0       | 81,0       | 81,3       | 80,7       |
| Dettes de Trésor   | 65,1       | 64,9       | 65,3       | 64,8       |
| Réserves en mois d'importations  | 6,6        | 5,8        | 5,6        | 5,3        |

(\*) : Estimations pour 2019

(\*\*) : Prévisions pour 2020